



Madame la présidente,

Le GT de ce mercredi trois mai, pourrait laisser croire à un sursaut d'une administration voulant apparaître comme particulièrement investie dans la problématique « sociale ».

L'administration pense sûrement que nous allons de bon cœur attraper le bâton dont elle a enduit le manche de glu, nous laissant apparaître comme ceux ayant, a minima, participé aux choix susceptibles de bouleverser la vie future de nos collègues.

Nous allons donc vous lire le message d'un collègue, qui nous a adressé il y a quelques jours ce courriel :

*« Ce qu'il y a de super c'est que dans un premier temps l'administration favorise le rapprochement de conjoint et dans un deuxième temps, elle supprime les postes dans les petits départements, là où justement les conjoints travaillent. L'administration se glorifie de privilégier le rapprochement de conjoint alors même qu'elle supprime les postes dans les petits départements.*

*Pour ma part j'ai mis 15 ans avant de revenir dans le département de mon conjoint. J'ai fait la route toutes les semaines Bourges-Agen (540 km), puis Périgueux-Agen (137 km). Puis enfin tous les jours depuis Montauban (86 km). Et aujourd'hui on me dit de dégager. Je n'ai pas vu grandir mes enfants et aujourd'hui une pseudo cellule sociale me dit que tout va bien.*

*NON tout ne va pas bien, on est considéré comme des poids morts, qu'ils ont déplacé au gré de stratégies fumeuses et de restructurations que l'administration, seule a décidé. Sincèrement je n'en peux plus de n'être rien, de n'être qu'un pion qu'on déplace. »*

Voilà la vraie problématique. En raison de choix purement comptables inacceptables, de plans de performance qui nous ont menés droit dans le mur (cf. la DNRED). D'un PSD entraînant une désertification douanière de notre pays et une vision politique, économique et sociétale rétrograde. L'administration se voit contrainte maintenant de boucher les trous d'une digue qui s'effondre, en demandant aux représentants des personnels de participer au replâtrage, en nous mettant en main un marché de dupes.

Soit nous y adhérons et nous passons pour ceux qui entérinent sa vision de la douane, soit nous refusons et nous passons pour des irresponsables qui abandonnons nos collègues.

Vous avez voulu le PSD et vous avez obtenu le déshonneur. Il vous revient de régler les problèmes que vous avez créés. Vous devrez en assumer TOUTES les responsabilités, y compris judiciaires si nos collègues estiment que cela reste leur unique voie de recours.

Pour ce qui nous concerne, et puisque les circonstances ne nous en laissent pas le choix, nous pousserons les curseurs à leur maximum, dans la marge de manœuvre qui est la nôtre et dans tous les cas, dans l'intérêt de nos collègues.

La délégation SOLIDAIRES

Le mercredi 03 mai 2017